

«L'Europe: un mélange de convictions et d'intérêts»

LUUK VAN MIDDELAAR Philosophe politique et actuellement haut fonctionnaire européen

Luuk Van Middelaar a étudié la philosophie politique aux Pays-Bas puis en France, à l'EHESS, sous la direction de Marcel Gauchet. Un jour de 2002, ce Néerlandais est arrivé à Bruxelles simple philosophe et... il y est resté, fasciné par la politique européenne. En 2010, il est même devenu la plume du premier président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. A 39 ans, il vient de signer un essai brillant, *Le Passage à l'Europe, histoire d'un commencement* (Gallimard, Bibliothèque des idées) qui, le 5 décembre, s'est vu décerner, à Bruxelles, le prix du Livre européen dans la catégorie «essais» (1) lors d'une cérémonie présidée par Pascal Lamy, le patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en présence de Martin Schultz, le président du Parlement européen et sous le regard presque attendri de Herman Van Rompuy.

Qu'est-ce qui vous a tant fasciné à Bruxelles ?
L'Europe, c'est un beau sujet de philosophie politique. Parce qu'elle est inachevée et parce que toutes les questions liées à sa fondation restent posées. Et ce qui se passe depuis deux ans est fascinant. Du jamais vu depuis 1945 ! Les peuples européens réalisent enfin à quel point ils sont dans le même bateau, à quel point ils peuvent être affectés par ce qui se passe dans le pays voisin. Regardez, pour la première fois les Européens se sont intéressés de près aux événements politiques d'autres

pays d'Europe, non par simple curiosité mais parce que cela les concerne : certains votes du Bundestag, le référendum en Grèce, la situation en Italie... A ces occasions, on voit bien que la politique européenne ne se joue pas uniquement à Bruxelles et Strasbourg mais qu'elle implique de plus en plus les politiques nationales. Et ça, c'est un basculement qui, à moyen et long terme, s'avèrera très positif.

L'Europe continue pourtant à susciter un fort rejet dans certains de ses Etats membres...

C'est cette expérience du rejet, notamment pendant le référendum de 2005 aux Pays-Bas, qui m'a montré à quel point c'était dur de séduire les gens. Je travaillais alors à La Haye et je sentais ce rejet presque physiquement. Cela m'a motivé pour entamer l'écriture de ce livre. Je voulais raconter autre chose, dire que l'Europe n'est pas juste une administration mais aussi une longue histoire commune de nos pays. Pour la raconter, il fallait commencer par trouver un autre langage, plus simple, débarrassé de tout jargon.

La promesse que constituait la naissance de l'Europe est-elle toujours là ?

La promesse, c'était : nous avons commencé quelque chose et ça va devenir encore plus grand, plus politique, une consécration. Mais celle-ci n'a pas eu lieu et nous restons dans le bricolage, l'inachèvement. Dans mon livre, j'ai fait la comparaison avec la conception chrétienne du temps. Entre le «déjà» de l'avènement et le «pas encore». Le risque de cette attente, c'est l'ennui et, depuis les années 70, l'Europe en a souffert. Il y a eu un choc en 1989, avec la chute du mur de Berlin, qui a donné un nouveau souffle à l'idée européenne. Le continent a alors retrouvé une conscience d'être un continent dans le temps et l'espace. Après, quand la réunification a été réglée, quand nous avons normalisé nos relations avec les pays de l'Est, c'est retombé. Puis il y a eu la crise financière, pas vraiment porteuse de promesses. Il s'agit plus d'éviter le pire que d'aller vers le meilleur.

Comment recréer l'envie d'Europe ?

Si c'était facile, on aurait déjà trouvé ! Je discerne trois stratégies possibles pour séduire le public : par la démocratie (la stratégie «grecque») ; par une politique des résultats, par la paix, «le pain et les jeux» (la stratégie «romaine») ; et par la construction d'une identité partagée (la stratégie «allemande»). Depuis quarante ans, on a essayé les trois, avec quelques succès, tels Erasmus ou le drapeau européen... mais aussi des déceptions, voire des gaffes. L'initiative d'un livre d'histoire pan-européenne s'est terminée par une bataille sur les mots : l'Allemagne a peu apprécié que le chapitre sur la France parle d'«invasions barbares» pour dire «invasions germaniques» ! Donc, je ne suis pas supervolontariste là-dessus : l'année 1989 a fait davantage pour la conscience européenne que tous les efforts engagés jusque-là. Elle a fait changer notre «carte men-



SAKE ELZINGA

tales». L'Europe a redécouvert sa propre unité, oubliée sur le glacis de la guerre froide. Avant, on était dans des confrontations idéologiques Est-Ouest. On était sous le parapluie des uns ou sous le joug des autres. Aujourd'hui, avec les autres puissances mondiales, on

est plus dans des logiques de continents.

Qu'est-ce qui, selon vous, rapproche le plus les Européens ?

C'est un rapport à l'Histoire, au temps long couplé à une capacité à changer, à se réinventer. Il suffit de rentrer de Pékin ou de São Paulo pour se sentir vraiment Européen. Ce rapport à l'Histoire me paraît spécifique à notre continent. Il est renforcé par les deux guerres de la première moitié du XX^e siècle qui ont laissé tant de cicatrices.

Cela imprègne les générations actuelles. Mais cela soudera-t-il les générations futures ?

Ce sera autre chose, une conception de l'homme et de la vie, tel qu'inscrite dans le modèle social européen. Je crois que l'Etat-providence définit bien les sociétés européennes par rapport aux autres, il n'y a ça nulle part ailleurs. C'est aussi un produit de la Seconde Guerre mondiale puisqu'il y eut le vrai désir, après cette guerre, d'établir des institutions qui donnent plus de sécurité aux populations, y compris sociale, pour empêcher les dérives populistes.

Un retour en arrière est-il possible ?

Ce n'est pas impossible mais hautement improbable. On est dans un mouvement historique, toujours ouvert. L'Europe est un mélange de convictions et d'intérêts, je ne crois pas que cela puisse implorer. Sur le plan politique, comme sur le plan des mentalités, il y a une telle imbrication subie et voulue que le détricotage devient très difficile. En plus, cette histoire européenne s'inscrit dans une histoire plus large du monde autour de nous, dont les effets se feront encore sentir.

Fédéralisme et démocratie sont-ils compatibles ?

Dans ce débat, je ne suis pas dans la logique binaire qui veut que ce soit le fédéralisme ou la fin. L'Europe échappe à ces schémas, elle fait les choses à sa façon, souvent plus lentement mais plus sûrement aussi. L'Europe ne deviendra pas forcément plus forte en donnant plus de pouvoirs aux institutions européennes à Bruxelles et Strasbourg mais en impliquant de plus en plus les systèmes politiques nationaux. Les puristes doctrinaux ont toujours pensé que c'était une trahison de l'idée européenne que des chefs d'Etat puissent s'en occuper. Mais cela s'est quand même produit car cela permet, dans certaines circonstances, de mobiliser la légitimité démocratique dont le travail commun a besoin, surtout à des moments de crise et de refondation.

Recueilli par

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

(1) Dans la catégorie «romans», l'Allemand Rolf Bauerdick a été primé pour «le Jour où la Vierge a marché sur la Lune» (éd. Nil).